

N°007 du Lundi 1<sup>er</sup> au Dimanche 07 Juin 2026 - Prix: 300 Fcfa

# Agro-Pastoral NEWS

Bâtissons avec le Partenaire du monde rural

ORGANISATION MONDIALE  
DE LA SANTE ANIMALE

**Tout savoir  
sur le plan  
stratégique  
2027-2031**

CÔTE D'IVOIRE

# L'ANADER livre des secrets pour l'emploi des jeunes



EN VISITE CHEZ SON COLLÈGUE BERNARD COMOÉ

**Le Ministre Bruno Koné  
fixe les 5 piliers  
qui fondent son action**



MALADIES VIRALES DU MANIOC

# La Côte d'Ivoire révisé son plan de riposte

Avec l'appui technique et financier du centre régional Wave, le Ministère du Développement Rural et des Productions Vivrières a ouvert, mercredi 27 mai 2026 à Grand-Bassam, un atelier de révision du Plan national de riposte (PNR) contre les maladies virales du manioc afin de renforcer le dispositif national de surveillance phytosanitaire.



Cette rencontre s'est achevée vendredi 29 mai 2026 et a réuni une trentaine de participants chargés d'actualiser le plan de riposte en vue d'améliorer son efficacité opérationnelle et sa cohérence régionale face à d'éventuelles incursions de maladies virales telles que la maladie des stries brunes du manioc (CBSD). Les travaux ont porté notamment,

selon l'AIP, sur l'identification des insuffisances techniques, institutionnelles et opérationnelles du dispositif existant, la mise à jour des procédures d'alerte, de diagnostic et de communication, ainsi que la clarification des rôles des institutions impliquées dans la gestion des crises phytosanitaires. Les participants ont également proposé un mécanisme de suivi de la mise en œuvre du plan et produire une version révisée et validée du document. A l'ouverture des travaux, la Directrice Aman Koko a souligné que la régularité des exercices de simulation contribue à améliorer la gestion des maladies virales du manioc à travers une meilleure implication des différentes structures concernées. Elle a rappelé qu'en 2023, des simulations avaient permis de tester le fonctionnement du système national de riposte dans le cadre d'une première révision du plan,

notamment face à l'apparition potentielle de nouvelles maladies comme la souche ougandaise du virus de la mosaïque africaine du manioc. Selon Pr Kouassi Nazaire, des prospections réalisées par le centre régional d'excellence Wave ont permis de détecter cette souche virale en Côte d'Ivoire. Pour lui, cette détection illustre le caractère évolutif des menaces phytosanitaires et la nécessité de renforcer les capacités nationales de surveillance, d'alerte précoce et de riposte contre les agents pathogènes affectant le manioc. Les premiers bénéficiaires du plan de riposte seront les producteurs de manioc, les transformateurs et les consommateurs. A noter que le manioc se positionne comme la deuxième culture vivrière du pays et participe à la sécurité alimentaire des populations.

Sandrine KOUADJO

SAN-PEDRO

# L'expertise agricole au service de l'orientation des étudiants

L'École Supérieure de Gestion (ESG) de San Pedro a vibré, samedi 23 mai 2026, au rythme d'une synergie féconde entre le monde académique et les réalités du terrain.



Dans le cadre d'un partenariat dynamique qui porte ses fruits depuis plusieurs années, la Direction Régionale Sud-Ouest de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) a été l'invitée d'honneur d'une journée riche en enseignements et en échanges, dédiée à l'orientation professionnelle des étudiants. La cérémonie a débuté le mot de Madame Thiam Latifatou, Assistante du Directeur Général de l'ESG, qui a souligné la double portée de cet événement : une ambition intellectuelle, à travers des panels visant à éclairer le destin professionnel des étudiants, et une célébration identitaire. En effet, entre les réflexions sur l'avenir et les festivités- marquées par un concours culinaire et un défilé en tenues traditionnelles- l'école a su offrir un cadre vibrant où la culture

rencontre l'excellence académique. C'est dans cette atmosphère conviviale que l'ANADER, représentée par M. Ouehi Tia

Jonas, Chef de Service Régional Appui aux Organisations Professionnelles Agricoles (CSRAOPA), a animé un panel autour du thème

: « *Ligne de conduite et orientations sur la filière Agriculture Tropicale* ». Devant une audience attentive composée de dizaines

d'étudiants issus des filières Agriculture Tropicale, Logistique, Finance-Comptabilité, Gestion Commerciale, Ressources Humaines et Communication, l'expert de l'Agence a partagé sa vision stratégique. Objectif, donner aux futurs professionnels les clés pour décrypter les enjeux d'un secteur agricole en pleine mutation et les préparer aux défis du monde du travail. Cette implication de la Direction Régionale Sud-Ouest n'est pas un fait isolé, mais le prolongement d'une collaboration étroite et éprouvée. Qu'il s'agisse de programmes de formation, d'offres de stages immersifs ou d'un encadrement rigoureux des apprenants, les résultats de ce partenariat entre l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural et l'ESG ne sont plus à démontrer. En investissant ainsi auprès de la jeunesse de San Pedro, l'ANADER confirme son rôle de bâtisseur de talents, convaincue que la professionnalisation du monde agricole commence sur les bancs de l'université.

Source : anader.ci



SOCIÉTÉ EDITRICE:  
MOAHE COMMUNICATION  
Tel.: +225 27 22 23 87 66  
Cel.: +225 05 06 91 97 36  
+225 07 07 87 98 43

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:  
Abidjan Cocody Angré 7è Tranche  
ilot M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR  
DE PUBLICATION :  
Charles Lambert TRA BI  
+225 07 07 87 98 43

RÉDACTEUR EN CHEF :  
André SELFOUR  
+225 05 45 05 05 01

SERVICE COMMERCIAL :  
+225 01 52 83 72 72  
01 01 04 50 00

INFOGRAPHISTE :  
Consty HENNEKA

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR  
DE LA RÉPUBLIQUE :  
N° 013 du 10 avril 2026

DÉPÔT LÉGAL : En cours de constitution

TIRAGE : 5.000 exemplaires

IMPRESSION : SNPECI

DISTRIBUTION : EDIPRESSE

ECHANGES AVEC LES DIRIGEANTS DU FIRCA

# Amadou Coulibaly préconise la modernisation du secteur agricole

**Amadou Coulibaly, Ministre de la Communication et Porteparole du gouvernement, prend des initiatives en faveur de la modernisation du secteur agricole en Côte d'Ivoire.**

Mercredi 13 mai 2026, à son cabinet sis à l'immeuble SCIAM au Plateau, il a reçu une délégation du Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricoles (FIRCA), conduite par son directeur exécutif, M. Oumar Ndiaye, qu'accompagnait le Directeur des systèmes d'information et de la communication. Les échanges ont porté sur le bilan des actions menées par le FIRCA en faveur du développement des filières agricoles ivoiriennes ainsi que sur les perspectives de renforcement de la communication autour des acquis de l'institution. À l'occasion, le Ministre Amadou Coulibaly a salué les performances enregistrées par le FIRCA depuis plus de vingt ans au service du monde agricole. Il a



réaffirmé l'engagement du Ministère de la Communication, à travers le Centre d'information et de communication gouvernementale (CICG), à accompagner la promotion nationale et internationale des activités et innovations du FIRCA. Par ailleurs, Amadou Coulibaly a reçu, lundi 18 mai 2026, le Directeur général de Nestlé Côte d'Ivoire, M. Mohamed Itani. En tant qu'acteur majeur du secteur agroalimentaire, Nestlé Côte d'Ivoire a réitéré son engagement à respecter les nouvelles dispositions réglementaires et à accompagner les pouvoirs publics dans la construction d'un environnement urbain plus salubre, harmonieux et structuré. À travers ces rencontres, Amadou Coulibaly a réitéré la volonté du gouvernement ivoirien de renforcer la modernisation du secteur agricole en cohérence avec la vision d'une Côte d'Ivoire moderne, organisée et tournée vers le développement durable.

Audrey BAN

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

# De la nécessité de pérenniser des cantines scolaires

L'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) a été retenue par le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) comme partenaire technique de la mise en œuvre du projet intégré d'appui aux cantines scolaires et de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones cacaoyères de Côte d'Ivoire. Cela passe par l'autonomisation socio-économique des femmes et des jeunes, notamment dans les Régions de la Nawa et du Guémon. A cet effet, la Direction Régionale Ouest (DRO) de l'ANADER a procédé du 19 au 20 mai 2026, à la phase de distribution des intrants (se-

mences, produits phytosanitaires et matériels agricoles) aux différents groupements identifiés dans les Zones de Kouibly, Bangolo et Duékoué après les phases de sensibilisation et de diagnostic. Cette étape s'est effectuée en collaboration avec le PAM, la DCS (Direction des Cantines Scolaires) et ses partenaires. Les groupements touchés par ce projet dans la région du Guémon sont au nombre de 67 dont 20 à Kouibly, 15 à Bangolo et 32 à Duékoué. Cette cérémonie de remise symbolique des intrants avec la participation de Monsieur DOSSO Issoufou, Directeur Régional Ouest de l'ANADER dans trois lo-

calités (Kiriao, Seba Zagna et Toa-Zeo) à raison d'un groupement par Zone ANADER.

Après chaque don des intrants aux femmes, des échanges sont entamés avec les membres de la notabilité et les membres de groupements sur les activités réalisées et celles en cours de réalisation. Par la suite, une visite de terrain a été effectuée pour la vérification des parcelles prêtes pour les mises en place et apprécier l'état des cultures déjà mise en place. Cette action vient pour renforcer les capacités de production de ces groupements agricoles en vue de leur donner les moyens de contribuer à l'approvisionnement du-



table de leurs cantines scolaires et mettre fin au taux élevé d'échec des élèves en milieu scolaire dû à

la faim.

Source : anader.ci

## NIAKARA / NOIX DE CAJOU

# Vente groupée pour l'enlèvement de 27 tonnes au prix réglementaire

Une opération de vente groupée organisée à Niangbo, dans la sous-préfecture d'Arikokaha, a permis l'achat et l'enlèvement de 27 tonnes de noix brutes de cajou au prix officiel de 400 FCFA le kilogramme, au bénéfice des producteurs membres de la société coopérative SCOOPS-CIC. L'opération, organisée mardi 26 mai 2026, a été coordonnée par la délégation locale du Conseil du coton, de l'anacarde et du karité (CCAK). Selon le relais sur place, Soro Korona, les achats se pour-



suivront, le jour suivant, à Badiokaha, avec l'enlèvement prévu de 10 tonnes supplémentaires de noix brutes de cajou. Le producteur Ouattara Dramane s'est réjoui de cette initiative, estimant qu'elle apporte un soulagement aux producteurs confrontés aux difficultés de commercialisation. Cette opération intervient dans un contexte de contestation du non-respect du prix officiel par certains acheteurs dans la sous-préfecture d'Arikokaha.

Source : AIP

# L'ANADER livre des secrets pour l'emploi des jeunes

Le Leader du Développement rural et du Conseil agricole s'intéresse aux questions cruciales de l'employabilité des jeunes en Côte d'Ivoire. En effet, prenant part à une activité, L'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), via l'un de ses responsables, a sensibilisé des étudiants pour leur employabilité.

En sa qualité de partenaire du Quotient Intellectuel et Talents Artistiques d'Abidjan (QITAA), l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) était à l'ouverture officielle de ce festival et concours inter-universitaire, qui s'est déroulé, jeudi 28 mai 2026, au Palais de la Culture de Treichville à Abidjan. C'est une activité organisée par les Universités Nord-Sud et Instituts Famah, visant à promouvoir les compétences intellectuelles et artistiques des étudiants. Il s'agit, notamment, de faire la promotion des valeurs culturelles et citoyennes. « *Education, culture et recherche continue de compétence : le secret d'une jeunesse adaptée aux réalités socio-économiques* », tel est le



thème d'un panel qui a marqué cette activité, panel auquel a pris part l'ANADER qui était à sa deuxième participation. L'organisme spécialisé y était représenté par M. Daouda Gnoumou de la Direction des Ressources Humaines. Responsable au sein de la Direction du personnel de l'ANADER et bien au fait des questions liées aux

ressources humaines, Daouda Gnoumou a conseillé aux participants, notamment aux étudiants, des secrets en vue de faciliter leur employabilité. Ce manager d'ANADER a suggéré aux jeunes de ne pas se limiter seulement aux seuls diplômés. Pour lui, les étudiants doivent faire des formations à même de leur

permettre d'acquérir des compétences pratiques. Cela s'avère nécessaire d'autant que les entreprises ont besoin de personnes qui sont immédiatement opérationnelles. L'approche de M. Daouda Gnoumou consiste à corriger ce manque de justesse ou d'adaptation entre les formations reçues par les jeunes et les em-

ploi disponibles sur le terrain. Il a préconisé que les responsables d'établissements, notamment d'enseignement professionnel, travaillent en étroite collaboration avec les entreprises, afin de recueillir leur besoin en main d'œuvre. Hormis le représentant de l'ANADER, des cadres du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Technique ont également animé ce panel qui a marqué l'intérêt des étudiants. D'autres panels, portant sur « *la culture et le tourisme* », « *les modèles de réussite* », « *les nouvelles technologies* » ont permis de meubler, sur le plan scientifique, la 7e édition du QITAA. Au-delà de sa participation active à ce panel, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural a animé un stand qui a été beaucoup visité par les jeunes. Nombreux d'entre eux, en effet, se sont informés sur les métiers recherchés dans cette institution. La participation du Leader du Développement rural et du Conseil agricole au QITAA 2026 a été une fois de plus d'exposer la diversité de son savoir-faire.

André SELFLOUR

## EN VISITE CHEZ SON COLLÈGUE BERNARD COMOÉ

# Le Ministre Bruno Koné fixe les 5 piliers qui fondent son action

Cinq piliers fondent l'action de Bruno Nabagné Koné, Ministre du Développement Rural et des Productions Vivrières. Il l'a fait savoir, vendredi 29 mai 2026, à l'occasion d'une visite de courtoisie au Ministre Délégué en charge des Productions vivrières, Bernard Comoé.

Le Ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières (MINADERPV), Bruno Nabagné Koné, a effectué une visite de courtoisie à son collègue Bernard Kini Comoé, Ministre Délégué en charge des Productions vivrières. A l'occasion, le Ministre Délégué a mobilisé l'ensemble ses collaborateurs pour réserver un accueil chaleureux au Ministre Bruno Koné.

Le Patron du Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières (MINADERPV) entendait s'imprégner des conditions de travail de son délégué et échanger avec lui sur le fonctionnement des services. Aussi, les bureaux du Ministre Délégué et ceux de ses collabora-



teurs ont-ils été visités tour à tour. Le Ministre Bruno Koné s'est adressé aux collaborateurs du Ministre Délégué Bernard Comoé en leur rappelant les cinq piliers qui fondent son action, à savoir la Sécurité et la Souveraineté alimentaires, la Transformation, le Foncier rural, la Compétitivité, le Financement et la Durabilité. Pour sa part, le Ministre Délégué s'est réjoui de la visite du Ministre de

l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, visite qu'il a appréciée à sa juste valeur. Bernard Comoé a réaffirmé son engagement à accompagner Bruno Koné dans la réussite de sa mission. Le Ministre Délégué a présenté le fruit de quelques travaux effectués sur le manioc, notamment le pain à base de manioc. Par ailleurs, le Ministre Bruno Koné entend visiter, pro-

chainement, les autres directions et services rattachés au Ministère Délégué en charge des Productions vivrières.

En outre, dans l'après-midi du 29 mai, Bruno Koné a reçu, à son cabinet, M. Bamba Sindou, Président de la Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire. Au cours des échanges, M. Bamba Sindou a présenté les missions stratégiques ainsi que le fonction-

nement de la Chambre, avant de donner un aperçu des actions engagées en faveur du développement agricole. Le Ministre Bruno Nabagné Koné a salué la qualité de l'organisation de cette Chambre et a réaffirmé sa volonté de renforcer la collaboration technique entre les différentes entités de son Département ministériel. Rappelons que le 19 mai 2026, recevant en audience une délégation de la Banque Islamique de Développement (BID), conduite par son Directeur Régional Dr. Nabil Ghaleb, le Ministre Koné Bruno avait également donné les grandes orientations de son action. Le Ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières avait présenté à ses hôtes de la BID les grandes orientations de son action, structurées autour de cinq priorités majeures que sont : la souveraineté alimentaire, la compétitivité des filières, le financement agricole, la sécurisation du foncier rural ainsi que la durabilité des systèmes de production. Le tout conduisant à faire de l'agriculture ivoirienne un pilier essentiel de l'économie nationale.

Mireille YAPO

# Le programme COCOA LIFE présenté aux officiels

La salle du Conseil de la Préfecture régionale de Séguéla a accueilli, mardi 19 mai 2026, un atelier de présentation du programme COCOA Life, organisé par Mme Cissé Salimata, cheffe de zone de ANADER à Séguéla. Cette rencontre s'est tenue sous la présidence de M. Brou N'Guessan Paul, Préfet du département de Kani, représentant le Préfet de Région du Worodougou, M. Godezth Kokora Patrice Antoine.



À travers cette initiative, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) a réuni les autorités administratives, les services techniques, les acteurs de la filière cacao ainsi que les représentants des communautés bénéficiaires afin de présenter les objectifs du programme COCOA Life et définir les modalités de sa mise en œuvre dans la région du Worodougou. Dans son exposé, Mme Cissé Salimata a rappelé que le programme COCOA Life est une initiative du groupe chocolatier Mondelez International visant à améliorer durablement les conditions de vie des producteurs de cacao et à renforcer la durabilité de la chaîne d'approvisionnement. Le programme couvre six pays producteurs de cacao, avec un objectif global de 200 000 producteurs accompagnés, dont environ 75 000 en Côte d'Ivoire. Elle a surtout insisté sur le rôle central confié à l'ANADER dans l'exécution du programme. Forte de son expérience dans le développement rural et l'encadrement des producteurs, l'ANADER a été

mandatée comme partenaire technique national pour assurer l'implémentation des activités dans le bassin d'approvisionnement de la coopérative SOCOEXPAHS, partenaire de l'exportateur Barry Callebaut. Dans le cadre du projet, il est prévu l'identification des bénéficiaires, l'encadrement des communautés, le suivi des activités sur le terrain, la formation des groupes communautaires ainsi que de l'accompagnement technique des producteurs concernés par le projet. Les zones d'intervention retenues pour cette phase concernent, dans le département de Kani, la sous-préfecture de Kani avec les localités d'Adjaboskro, Moumounikro et N'Gokro, ainsi que dans le département de Séguéla, la sous-préfecture de Worofla avec les villages de Masala et Bagabagasso. Il faut indiquer qu'entre 2019 et 2024,

l'ANADER intervenait dans le cadre d'une collaboration avec Solidaridad West Africa, qui assurait alors la coordination des activités dans plusieurs régions cacaoyères du pays. Depuis 2024, Mondelez International a choisi de contractualiser directement avec l'ANADER afin de renforcer l'efficacité du dispositif de mise en œuvre dans certaines zones, notamment dans le Worodougou.

## Quand l'ANADER partage son expertise

Selon les responsables du programme, cette réorganisation traduit la confiance accordée à l'expertise de l'ANADER en matière d'encadrement agricole et de développement communautaire. La région du Worodougou, autrefois suivie par d'autres structures, a ainsi été réintégrée dans le pé-

rimètre d'intervention de l'ANADER pour améliorer les résultats sur le terrain. Pour l'année 2026, l'ANADER concentrera principalement ses actions sur les Associations de Valorisation d'Entraide Communautaire (AVEC). Contrairement aux années précédentes où les Plans d'Action Communautaire (PAC) portaient sur des infrastructures sociales et communautaires, les activités de cette année seront orientées vers le renforcement des groupes d'épargne et de crédit communautaires déjà existants. À ce titre, les équipes de l'ANADER auront pour mission d'identifier les AVEC mises en place par les précédents exécutants, de renforcer les capacités de leurs membres, d'assurer leur suivi organisationnel et de promouvoir leur bon fonctionnement. Les AVEC permettront aux producteurs et à leurs familles de développer une épargne collec-

tive, d'accéder à des crédits de proximité dans des conditions adaptées au contexte rural et de financer des activités génératrices de revenus. À travers cet accompagnement, l'ANADER entend contribuer à l'amélioration de la résilience économique des ménages producteurs de cacao. À l'issue des échanges, le Préfet de Kani, M. Brou N'Guessan Paul, a salué l'engagement de l'ANADER dans la conduite du programme et exhorté l'ensemble des services techniques et des acteurs locaux à accompagner les équipes sur le terrain afin de garantir la réussite des activités dans le Worodougou. Il a insisté sur l'importance de la collaboration entre les différentes parties prenantes pour permettre aux communautés productrices de cacao de tirer pleinement profit de cette initiative.

Source : ANADER

## SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

# Le gouvernement consolide les capacités des femmes rurales

Le gouvernement de Côte d'Ivoire a réitéré son engagement en faveur de la souveraineté alimentaire à travers un important appui en intrants et équipements agricoles accordé aux femmes de la Fédération des groupements et associations féminins (FEGAF) de la région de la Bagoué. C'était lors de la Journée de l'excellence féminine organisée, samedi 23 mai 2026, à Boundiali. Selon le Ministre Délégué en charge des Productions vivrières, « dans le développement, il faut ouvrir sur la vision gouvernementale de souveraineté alimentaire, présenter les femmes comme des actrices majeures de la production vivrière, valoriser l'impact concret des équipements sur la modernisation



agricole et montrer la continuité des actions du ministère dans la Bagoué ». Bernard Kini Comoé a estimé que l'excellence des femmes rurales mérite un accompagnement concret. Il a fait savoir que cet appui traduit la volonté du gouvernement d'accroître durablement la production vivrière nationale à travers l'autonomisation des femmes rurales. Avec plus 50 mille membres regroupés au sein de 518 associations, la FEGAF-Bagoué s'impose comme un acteur majeur du développement agricole local et de la stratégie nationale de sécurité alimentaire.

Aristide KOFFI

## CAVALLY / FILIÈRE CAFÉ-CACAO

## Le Conseil café-cacao identifie 300 coopératives agricoles

A Guiglo, dans capitale de la région du Cavally, le Conseil du café-cacao (CCC) a initié, jeudi 28 mai 2026, une étude d'identification des sociétés coopératives agricoles de la filière café-cacao de cette région (Ouest de la Côte d'Ivoire).



C'est une initiative qui s'inscrit dans le cadre du projet d'appui aux organisations professionnelles agricoles (OPA), visant à renforcer la structuration des coopératives afin d'améliorer leur performance économique et le bien-être de leurs membres.

Selon l'AIP qui donne l'information, cette opération concerne environ 300 sociétés coopératives relevant de la délégation régionale Guémon /Cavally du Conseil du café-cacao. Selon le directeur adjoint des délégations régionales et de la commercialisation intérieure du

CCC, Coulibaly Bema, cette étude permettra d'évaluer le niveau de performance des coopératives concernées afin de mieux les encadrer et les accompagner dans la conduite de leurs activités d'achat et de commercialisation du binôme café-cacao. « Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui aux OPA de la filière café-cacao, il s'agit de déterminer le niveau d'organisation et de performance des

coopératives afin de leur apporter un accompagnement adapté pour améliorer leur rentabilité au profit de leurs membres », a expliqué, à l'AIP, M. Coulibaly, indiquant que cette initiative s'inscrit dans les missions de régulation, de développement et de stabilisation des prix dévolues au CCC.

Il a souligné que dans le cadre de son mandat de développement de la filière café-cacao, le CCC se

doit d'appuyer les acteurs afin qu'ils améliorent leurs performances et rentabilisent davantage

leurs activités, précisant qu'un cabinet spécialisé a été sélectionné pour conduire cette étude de terrain, auprès des 300 sociétés coopératives de la région, en vue de cerner leurs capacités organisationnelles et opérationnelles.

M. Coulibaly a appelé les présidents des coopératives, leurs membres ainsi que les producteurs de café-cacao à collaborer pleinement avec les enquêteurs afin de faciliter la collecte des informations nécessaires à la réussite de cette opération destinée à renforcer durablement les capacités des coopératives agricoles.

**Déborah SANZAN**

## BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL

## Des agents de l'ANADER formés

Mardi 19 mai 2026, la salle de réunion de la Direction Régionale Sud-Ouest de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) a accueilli une réflexion sur le bien-être au travail.

L'information, relayée par anader.ci, relève que c'est dans une démarche proactive que le Comité Santé et Sécurité au travail (CSST) a initié cette session de formation cruciale pour ses équipes. Une formation axée sur deux piliers de la santé psychologique : la compréhension des enjeux de la santé mentale et la prévention du syndrome de l'épuisement professionnel, plus communément appelé « burn-out ». Pour développer ces thématiques complexes, l'ANADER a fait appel à l'expertise de Monsieur Soro Dokatchémin Drissa, Infirmier Spécialiste en Psychiatrie et chef de l'unité psychiatrique de l'Établissement Public Hospitalier Régional (EPHR) de San Pedro. Devant une assemblée attentive composée d'agents du siège de la Direction Régionale et de ceux de la zone de San Pedro, le formateur a su décrypter les mécanismes du stress professionnel. Au fil de son exposé et des échanges nourris qui ont suivi, les participants ont appris à identifier les signes avant-coureurs de l'épuisement et, surtout, à cultiver les outils pour intervenir efficacement avant qu'il ne soit trop tard. À l'issue de cette rencontre, le

sentiment partagé était celui d'une prise de conscience salutaire. Monsieur Soulama Souleymane, Directeur Régional, a tenu à souligner l'importance d'un changement de paradigme au sein des équipes : demander de l'aide ne doit plus être perçu comme une faiblesse, mais comme un réflexe sain et nécessaire. Il a particulièrement salué le travail de Mademoiselle Assamoi Carine, Chef de service Régional Formation et Ressources Humaines, également chargée de formation au sein du CSST, pour l'organisation de cette activité qui marque le lancement officiel des missions du comité. Cette journée d'immersion s'est clôturée par des remerciements appuyés adressés à l'expert invité pour la qualité de ses enseignements, ainsi qu'à l'ensemble des agents pour leur assiduité. En plaçant la santé mentale au cœur de ses préoccupations, l'ANADER confirme que la performance de son expertise technique dépend avant tout de l'équilibre et de l'épanouissement des femmes et des hommes qui, chaque jour, portent le conseil agricole et rural sur le terrain.

**A.S.**



## DIMBOKRO

## Les populations saluent la production agro-écologique du manioc

Les bonnes pratiques de production et de conservation de la noix brute de cajou ont été enseignées aux acteurs de la filière anacarde. Cela s'est passé à Pinvoro, dans la région de la Bagoué, mardi 5 mai 2026, sur lors d'une rencontre initiée par le Conseil coton, anacarde et karité.



La production agro-écologique de nouvelles variétés de manioc a été saluée par des membres des Champs école paysans (CEP) et des habitants de Fétéassou et de Nofou, lors de journées portes ouvertes qui se sont déroulées respectivement le jeudi 28 et le vendredi 29 mai 2026 dans ces deux villages du département de Dimbokro qui font partie des localités bénéficiaires du Projet de renforcement des moyens de subsistance des petits exploitants et des femmes, le PREMOPEF. Les techniques agro-écologiques sont la fertilisation des sols par l'apport d'engrais organiques, à défaut de moyens financiers, par le semis de l'arachide ou du haricot en intercalaire avec la culture du manioc. Elles consistent également à mettre en place une jachère de courte durée, à pailler les sols pour conserver l'humidité, ainsi qu'à planter des boutures par la technique de la corde et du rayonnage. Elles ont permis, en dehors de la variété traditionnelle d'un rende-

ment de 20 tonnes à l'hectare, d'expérimenter, sous la houlette des techniciens du Centre suisse de recherche scientifique (CSRS), la variété « Ampong » d'un rendement de 60 tonnes à l'hectare, la variété « Olékanga » qui donne 50 tonnes à l'hectare, la variété « Sika » qui produit 33 tonnes à l'hectare et la variété « Yavo » d'un rendement de 30 tonnes à l'hectare. Ce, à la grande satisfaction des producteurs et de visiteurs venus prendre part aux journées portes ouvertes. « En moins d'un an, on a du manioc qui produit plus que ce qu'on faisait avant où on devait attendre entre un an et demi ou deux ans pour récolter. On est content parce qu'on va avoir plus d'argent dans un temps réduit », s'est exprimé le membre du CEP de Fétéassou, Kouakou Kouamé Ignace. Pour Yeboua Kouamé Sylvain, membre du champ école paysan de Nofou, les

techniques agro-écologiques promues dans le cadre du PREMOPEF augurent de « lendemains plus que meilleurs » pour les populations. Cette satisfaction est partagée par les visiteurs qui ont promis de s'impliquer dorénavant dans les activités relatives au manioc, surtout que des débouchés sont en train d'être mis en place, toujours dans le contexte dudit projet, pour écouler les différentes productions. Financé conjointement par le programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et la Banque africaine de développement (BAD), le PREMOPEF, d'une enveloppe de 9,87 milliards de francs CFA, vise, outre la production à grande échelle du manioc et de l'igname, à améliorer les conditions de travail et de vie de 60 000 exploitants agricoles de la région du N'Zi.

**A.S.**

## ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE ANIMALE

## Tout savoir sur le plan stratégique 2027–2031

L'adoption du 8e Plan stratégique de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) le 20 mai 2026 à Paris marque un moment charnière pour la santé animale mondiale, les Membres de l'OMSA ayant approuvé une feuille de route commune pour la période 2027–2031.

Adopté lors de la Session générale après plusieurs mois de consultations, le 8e Plan stratégique de l'OMSA intervient dans un contexte de pressions croissantes exercées sur les systèmes de santé animale à travers le monde. Son adoption témoigne d'un engagement collectif des Membres à renforcer la prévention, investir dans la résilience et faire de la santé animale un pilier de la stabilité mondiale. L'urgence de cet agenda est soulignée par le dernier rapport sur la situation mondiale de la santé animale, publié le 13 mai 2026, qui met en évidence l'accélération des risques sanitaires, l'aggravation des déficits d'investissement et les tensions croissantes pesant sur les systèmes vétérinaires. Le rapport montre que plus de 20 % de la production animale mondiale est perdue chaque année à cause de maladies évitables, tandis que moins d'un milliard de dollars américains par an est investi dans les systèmes de santé animale.

### Répondre à un contexte mondial en rapide évolution

Dans ce contexte, le 8e Plan stratégique de l'OMSA définit une vision claire : renforcer les systèmes de santé animale comme fondement de la sécurité alimentaire, de la santé publique, de la résilience économique et du développement durable. Les défis liés à la santé animale deviennent de plus en plus complexes et interconnectés. Le changement climatique modifie les schémas de propagation des maladies, le commerce mondial accélère leur diffusion et l'antibiorésistance continue de menacer l'efficacité des traitements. Dans le même temps, la demande en produits d'origine animale augmente, exerçant une pression supplémentaire sur des systèmes déjà fragiles. Le Plan stratégique considère donc la santé animale non pas comme une simple question technique, mais comme une priorité stratégique mondiale nécessitant une action coordonnée entre les pays et les secteurs.

### Trois priorités stratégiques pour produire un impact

Au cœur du 8e Plan stratégique de l'OMSA figurent trois orientations stratégiques, chacune conçue pour répondre aux lacunes critiques identifiées lors des consultations des Membres et à partir des données mondiales disponibles.

#### 1. Renforcer les normes mondiales pour un monde en mutation

La première priorité de l'OMSA consiste à poursuivre l'élaboration de normes internationales en matière de santé et de bien-être animal, afin qu'elles demeurent scientifiquement solides, adaptables et applicables à tous les Membres. Ces normes servent de socle pour des échanges commerciaux sûrs, orientent les politiques nationales et soutiennent le développement de systèmes de santé animale efficaces. Toutefois, leur impact dépend à la fois de leur pertinence et de leur mise en œuvre. Le Plan met donc l'accent sur une participation accrue des Membres au processus d'élaboration des normes, ainsi que sur les efforts visant à mieux comprendre et surmonter les obstacles à leur adoption. En renforçant sa base

scientifique et en veillant à ce que les normes évoluent face aux risques émergents, tels que les nouvelles maladies, les avancées technologiques et l'évolution des systèmes de production, l'OMSA entend renforcer la confiance, la transparence et la cohérence de la gouvernance mondiale en matière de santé animale.

#### 2. Renforcer les systèmes nationaux de santé animale

La deuxième priorité stratégique vise à renforcer les systèmes de santé et de bien-être animal, qui constituent le socle de la prévention, de la détection et de la réponse aux maladies. Malgré les progrès accomplis, d'importantes lacunes subsistent en matière de capacités des effectifs, de systèmes de surveillance et de préparation aux situations d'urgence. Ces insuffisances augmentent le risque de propagation et d'aggravation des foyers épidémiques, avec des conséquences sur les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance et la santé publique. Le Plan répond à ces enjeux en donnant la priorité au renforcement des capacités, au partage des connaissances et à une coopération accrue entre les Membres. Il adopte une approche globale « Une seule santé », reconnaissant l'interdépendance entre la santé animale, humaine et

environnementale. En dotant les pays des outils, des compétences et des ressources nécessaires à la mise en place de systèmes résilients, l'OMSA entend passer d'une gestion réactive des crises à une prévention proactive — une approche à la fois plus efficace et nettement moins coûteuse à long terme.

#### 3. Faire de la santé animale une priorité mondiale

La troisième orientation stratégique vise à placer la santé animale au cœur des débats politiques mondiaux et des décisions d'investissement. Reconnaissant l'importance cruciale de la santé animale, le Plan cherche à garantir qu'elle soit prioritaire dans les agendas nationaux et internationaux. Le rapport sur l'état de la santé animale dans le monde souligne clairement que ce sous-investissement comporte des risques considérables, allant de l'insécurité alimentaire et des pertes économiques à la menace croissante des zoonoses et des pandémies. Le Plan accorde donc une importance particulière au plaidoyer, à la communication et à l'engagement auprès des décideurs et de différents segments du grand public. En renforçant son rôle dans les forums mondiaux et en soutenant les efforts de plaidoyer de ses Membres au niveau

national, l'OMSA cherche à mobiliser une volonté politique et des investissements financiers accrus, tout en favorisant une meilleure compréhension de l'importance de la santé animale dans une approche « Une seule santé ». L'objectif est clair : faire reconnaître la santé animale non comme une préoccupation marginale, mais comme un bien public mondial essentiel à la sécurité sanitaire, à la stabilité économique et au développement durable.

De l'adoption à la mise en œuvre. Bien que le 8e Plan stratégique de l'OMSA n'entre officiellement en vigueur qu'en 2027, son adoption en mai 2026 marque le début d'une phase de transition essentielle. Le Plan prévoit une approche structurée de sa mise en œuvre, soutenue par des leviers organisationnels. Des feuilles de route mondiales et régionales, associées à des cadres de suivi robustes, garantiront la transparence et une gestion stratégique efficace de son exécution. L'engagement durable et les investissements des Membres et des partenaires seront des facteurs déterminants pour la réussite du Plan. Avec ce nouveau Plan stratégique, les Membres ont choisi d'investir dans la prévention, la coopération et l'impact à long terme, au bénéfice des animaux, des populations et de la planète.

Source : OMSA



« Je rêve d'un avenir où l'agriculteur ivoirien ne sera plus seulement perçu comme un homme de la terre, mais aussi comme un entrepreneur accompli, respecté, prospère... en costume s'il le souhaite. » Bruno Nabagné Kone, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières.



